

## TUNISIE

### *JORT* du n° 1 (1<sup>er</sup> janvier 1982) au n° 46 (21 juin 1983)

#### ACCORDS ET CONVENTIONS (cf. LISTE DES ACCORDS)

#### ADMINISTRATION

##### A. — ADMINISTRATION CENTRALE

— Décret n° 82-267 du 11 février 1982, modifiant et complétant le décret n° 77-648 du 5 août 1977, portant organisation du Ministère de l'Agriculture. *JORT* (10), 16/2/82 : 383-385.

— Décret n° 82-757 du 5 mai 1982 modifiant et complétant le décret n° 82-793 du 9 juin 1981 portant organisation des services de l'administration centrale du Ministère de la Santé Publique. *JORT* (34), 11/5/82 : 1087-1088.

— Décret n° 82-758 du 5 mai 1982 modifiant le décret n° 81-225 du 18 février 1981 portant organisation et attributions des directions régionales de la santé publique. *JORT* (34), 11/5/82 : 1088-1089.

— Décret n° 82-1027 du 8 juillet 1982, modifiant l'article 11 du décret n° 75-774 du 30 octobre 1975, portant organisation du Ministère des Affaires Culturelles. *JORT* (50), 13-16/7/82 : 1567.

— Décret n° 82-1453 du 19 novembre 1982, modifiant et complétant le décret n° 79-735 du 22 août 1979, portant organisation du Ministère de la Défense Nationale. *JORT* (74), 19-23/11/82 : 2493.

— Décret n° 82-1637 du 25 décembre 1982, portant organisation du Ministère de l'Information. *JORT* (83), 24-28/12/82 : 2837-2841.

— Décret n° 82-1638 du 25 décembre 1982, portant organisation de la direction générale de la Radioffusion Télévision Tunisienne. *JORT* (83), 24-28/12/82 : 2841-2849.

##### B. — COLLECTIVITÉS LOCALES

###### 1. Communes

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 5 novembre 1982 relatif à la révision de la division du territoire de la Commune de Tunis en arrondissement. *JORT* (71), 9/11/82 : 2393.

Le territoire de la commune de Tunis est divisé en onze arrondissements alors que d'après l'arrêté du 3 octobre 1975, il n'a que huit arrondissements (*JORT* (66), 7-10/10/75 : 2132).

Les nouveaux arrondissements sont : El Ouardia, El Hrajjria, Ras Tabia.

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 24 septembre 1982, relatif à la création de trois arrondissements communaux dans le périmètre de la commune de l'Ariana. *JORT* (63), 5/10/82 : 2065.

## 2. Gouvernorats

— Décret n° 82-674 du 7 avril 1982 portant modification de la limite entre les gouvernorats de Kasserine et de Gafsa. *JORT* (27), 16/4/82 : 902.

— Décret n° 82-1206 du 20 août 1982 relatif à la création d'une commune à Korbous du gouvernorat de Nabeul. *JORT* (58), 3-7/9/82 : 1854.

— Décret n° 82-1207 du 20 août 1982 portant modification du périmètre communal de Soliman du gouvernorat de Nabeul. *JORT* (58), 3-7/9/82 : 1855.

— Décret n° 82-1315 du 24 septembre 1982 portant modification du périmètre communal de l'Ariana du gouvernorat de Tunis. *JORT* (63), 5/10/82 : 2064.

— Décret n° 82-1316 du 24 septembre 1982 portant modification du périmètre communal de Tunis du gouvernorat de Tunis. *JORT* (63), 5/10/82 : 2065.

### a) Délégations

— Décret n° 82-1031 du 30 juin 1982 portant création d'une délégation au gouvernorat de Gafsa. *JORT* (51), 20-23/7/82 : 1596.

— Décret n° 82-1032 du 30 juin 1982 portant changement des noms des délégations de Jerba-Nord et Jerba-Sud du gouvernorat de Médenine et création d'une délégation dans ce gouvernorat. *JORT* (51), 20-23/7/82 : 1597.

— Décret n° 82-947 du 17 juin 1982 portant création d'une nouvelle délégation dans le gouvernorat de Gabès. *JORT* (47), 29/6/82 : 1456.

— Décret n° 82-943 du 17 juin 1982 portant création d'une délégation au gouvernorat de Kasserine. *JORT* (46), 25/6/82 : 1435.

— Décret n° 82-1650 du 27 décembre 1982 portant création d'une délégation au gouvernorat de Monastir. *JORT* (3), 7/1/83 : 71.

### b) Secteurs

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 17 juin 1982 fixant les secteurs des délégations de Jédliane et d'El Ayoun du gouvernorat de Kasserine. *JORT* (46), 25/6/82 : 1436.

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 17 juin 1982 fixant les secteurs des délégations d'El Hamma et d'Akasiat du gouvernorat de Gabès. *JORT* (47), 29/6/82 : 1456.

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 30 juin 1982 fixant les secteurs des délégations d'El Guettar et de Belkhir du gouvernorat de Gafsa. *JORT* (51), 20-23/7/82 : 1957.

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 30 juin 1982 fixant les secteurs des délégations de Jerba-Houmet Souk et de Jerda-Adjim du gouvernorat de Médenine. *JORT* (51), 20-23/7/82 : 1597.

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 1<sup>er</sup> septembre 1982 portant changement du nom du secteur d'El Friouet de la délégation de Sbukha du Gouvernorat de Kairouan. *JORT* (59), 10-14/9/82 : 1886.

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 12 octobre 1982 fixant les secteurs de quelques délégations du gouvernorat de Tunis. *JORT* (66), 19-22/10/82 : 2183.

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 15 décembre 1982 fixant les secteurs de quelques délégations du gouvernorat de Tozeur. *JORT* (82), 21/12/82 : 2769.

— Arrêté du ministre de l'Intérieur du 27 décembre 1982 fixant les secteurs des délégations de Zeramdine et de Béni Hassen du gouvernorat de Monastir. *JORT* (3), 7/1/83 : 72.

**C. — FONCTION PUBLIQUE***(cf. également CHAMBRE DES DÉPUTÉS, ENSEIGNEMENT)*

— Loi n° 82-70 du 6 août 1982 portant statut général des Forces de Sécurité intérieure. *JORT* (54), 1°-13/8/82 : 1698-1708.

Les forces de sécurité intérieure sont une force armée civile qui dépend du ministre de l'Intérieur et comprend les agents de la Sûreté nationale, de la Police nationale, de la Garde nationale, de la Protection civile et les agents des prisons et de la rééducation.

**AGRICULTURE (cf. TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES)**

— Loi n° 82-67 du 6 août 1982 portant encouragement aux investissements dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. *JORT* (54), 10-13/8/82 : 1691-1696.

— Loi n° 82-1484 du 29 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de promotion des investissements agricoles. *JORT* (77), 3/12/82 : 2606-2609.

— Loi n° 82-1485 du 29 novembre 1982 fixant la liste des branches d'activités dans lesquelles peuvent être entrepris des projets intégrés agricoles et de la pêche. *JORT* (77), 3/12/82 : 2609.

**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE**

— Décret n° 82-139 du 26 janvier 1982 modifiant le décret n° 77-89 du 24 janvier 1977 fixant l'organisation administrative et financière de l'Institut des Régions Arides. *JORT* (7), 2-5/2/82 : 270-271.

Modification relative à la composition du Conseil d'administration de l'Institut.

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

— Loi n° 82-65 du 6 août 1982 portant modification de l'article 3 du décret-loi n° 91-7 du 1<sup>er</sup> septembre 1981 relatif à la situation des agents publics élus membres à la Chambre des députés. *JORT* (54), 10-13/8/82 : 1689.

A la cessation de leur fonction parlementaire, les agents publics réintègrent de plein droit leur cadre d'origine, même si cette réintégration doit s'effectuer en surnombre.

— Décret n° 82-1317 du 2 octobre 1982 portant convocation du corps électoral de la circonscription de Tunis-Médina pour des élections législatives partielles. *JORT* (63), 5/10/82 : 2065.

Date des élections : 7 novembre 1982.

Objet : combler une vacance.

**COMMERCE (cf. ÉCONOMIE ET FINANCES)**

— Loi n° 82-61 du 30 juin 1982 complétant et modifiant les articles 83 et suivants du Code de Commerce. *JORT* (48), 2/7/82 : 1490-1491.

La présente loi fixe les attributions des commissaires aux comptes et détermine les conditions de leur désignation.

## CULTURE

— Loi n° 82-89 du 20 décembre 1982 relative à l'infrastructure culturelle. *JORT* (82), 21/12/82 : 2765-2766.

La loi aborde le problème de l'infrastructure culturelle sous trois aspects : la place des équipements culturels en milieu urbain et rural, l'aide de l'Etat à l'édification des équipements culturels ; le recensement, la protection et la conservation de l'infrastructure culturelle.

— Loi n° 82-90 du 20 décembre 1982 portant création de la Fondation Nationale pour la traduction, l'établissement des textes et des études. *JORT* (82), 21/12/82 : 2766-2769.

Il s'agit d'un établissement public à caractère culturel chargé d'effectuer tous travaux de réflexion, d'étude ou d'innovation relevant du domaine des lettres, des sciences et des arts et de remplir toutes missions d'action culturelle et artistique.

— Décret n° 82-1629 du 20 décembre 1982 portant organisation du Conseil supérieur de la culture. *JORT* (82), 21/12/82 : 2784-2785.

Ce décret définit les attributions du Conseil supérieur de la Culture, en fixe la composition et le fonctionnement.

## ÉCONOMIE ET FINANCES

— Loi n° 81-100 du 22 décembre 1981 portant loi de finances pour la gestion 1982. *JORT* (84), 29-31/12/81 : 3031-3106.

— Décret n° 82-528 du 17 mars 1982 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Chambre des Entreprises Publiques de la Cour des Comptes. *JORT* (21), 26/3/82 : 738-741.

La Chambre des entreprises publiques de la Cour des Comptes a compétence pour examiner les comptes de la gestion économique et financière des entreprises publiques. La liste des entreprises dont la gestion est obligatoirement soumise à l'examen de la Cour des Comptes figure en annexe au présent décret.

— Loi n° 82-27 du 23 mars 1982 portant loi de finances complémentaire pour la gestion 1982. *JORT* (20), 23/3/82 : 722-735.

Il résulte de ces deux lois que le montant total du budget de l'Etat tunisien en 1982 est passé de 1 168 000 000 à 1 247 000 000 dinars.

— Loi n° 82-66 du 6 août 1982 relative à la normalisation et à la qualité. *JORT* (54), 10-13/8/82 : 1689-1691.

Le ministre de l'Economie nationale assure le contrôle de la normalisation et de la qualité par le truchement de l'Institut national de la normalisation et de la propriété industrielle.

— Décret n° 82-1314 du 24 septembre 1982 portant organisation et fonctionnement de l'Institut national de la Normalisation et de la Propriété industrielle. *JORT* (63), 5/10/82 : 2066-2069.

## ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE SCIENTIFIQUE

— Décret n° 82-1172 du 23 août 1982 portant modification du décret n° 73-516 du 30 octobre 1973 portant organisation de la vie universitaire. *JORT* (57), 27-31/8/82 : 1825.

La modification concerne la limitation du nombre d'inscriptions que les étudiants du premier cycle d'études des facultés sont autorisés à prendre.

— Décret n° 82-1269 du 14 septembre 1982 relatif au statut des personnels de l'Enseignement supérieur. *JORT* (60), 17-21/9/81 : 1947-1952.

Le décret du 27 septembre 1973 relatif au statut des personnels de l'Enseignement supérieur est abrogé.

## HYDROCARBURES

— Loi n° 82-60 du 30 juin 1982 relative aux travaux d'établissement, à la pose et à l'exploitation des canalisations d'intérêt public destinés au transport d'hydrocarbures gazeux, liquides ou liquéfiés. *JORT* (48), 2/7/82 : 1489-1490.

## JUSTICE

— Loi n° 82-55 du 4 juin 1982 portant modification du Code pénal. *JORT* (42), 11/6/82 : 1335.

— Loi n° 82-56 du 4 juin 1982 portant modification de certains articles du Code de procédure pénale. *JORT* (42), 11/6/82 : 1336.

Ces deux textes ont pour but de protéger les mineurs âgés de plus de 13 ans révolus et moins de 18 ans révolus en cas d'infraction qualifiée de crime ou délit. Cette catégorie de mineurs n'est justiciable que du juge des enfants ou de la Cour criminelle des mineurs.

## ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES

— Loi n° 82-62 du 30 juin 1982 portant réglementation de la profession d'expert comptable et de la profession de commissaire aux comptes des sociétés et instituant l'ordre des experts comptables et des commissaires aux comptes de sociétés de Tunisie. *JORT* (48), 2/7/82 : 1491-1495.

## PLANIFICATION

— Loi n° 82-63 du 3 août 1982 portant approbation du sixième plan de développement économique et social 1982-1986. *JORT* (53), 3-6/8/82 : 1649.

## TOURISME

— Décret n° 82-1017 du 8 juillet 1982 modifiant le décret n° 73-216 du 15 mai 1973 portant organisation et fonctionnement de l'Agence Foncière Touristique. *JORT* (50), 13-16/7/82 : 1563.

— Décret n° 82-1319 du 2 octobre 1982 modifiant le décret n° 76-977 du 11 novembre 1976 fixant les attributions et les modalités de fonctionnement de l'Office National du Tourisme Tunisien. *JORT* (63), 5/10/82 : 2069.

Ces deux textes modifient la composition de l'Agence foncière touristique et de l'Office national du tourisme.

## TRAVAIL ET AFFAIRES SOCIALES

— Loi n° 82-71 du 15 août 1982 complétant la loi n° 60-30 du 14 décembre 1960 relative à l'organisation des régimes de Sécurité Sociale. *JORT* (55), 17-20/8/82 : 1737.

La présente loi comporte des dispositions complémentaires relatives au bénéfice des allocations familiales et de la majoration pour salaire unique.

— Décret n° 82-1359 du 21 octobre 1982 étendant le régime de Sécurité Sociale aux travailleurs indépendants dans le secteur non agricole. *JORT* (66), 19-22/10/82 : 2192-2195.

— Décret n° 82-1360 du 21 octobre 1982 relatif à la Sécurité Sociale des exploitants et travailleurs indépendants dans l'agriculture. *JORT* (66), 19-22/10/82 : 2195-2197.

E.N.V.B.